

Brochure n° 3018

Convention collective nationale
IDCC : 1486. – **BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,
CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS
ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**

AVENANT DU 16 OCTOBRE 2013
À L'ANNEXE DU 11 FÉVRIER 2009 RELATIF AU PARITARISME

NOR : ASET1351195M
IDCC : 1486

PRÉAMBULE

Les fédérations professionnelles d'employeurs et les fédérations syndicales de salariés ont unanimement conclu une annexe (« l'annexe ») relative aux modalités de répartition de la dotation (« la dotation ») dévolue aux fédérations syndicales de salariés visée à l'article 3.3.2 de l'accord national du 25 octobre 2007 relatif aux missions de l'ADESAT'T et au financement du paritarisme complétant la convention collective nationale du 15 décembre 1987 des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils, sociétés de conseil.

L'annexe ainsi conclue a été étendue par un arrêté du 11 février 2009 paru au *Journal officiel* de la République française daté du 20 février 2009.

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 2 de l'annexe.

Article 1^{er}

L'article 2 de l'annexe du 11 février 2009 est désormais rédigé comme suit :

« Article 2

Modalité de répartition de la dotation dévolue aux fédérations syndicales de salariés

L'article 3.3.2 de l'accord national du 25 octobre 2007 attribue aux fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national une dotation égale à 50 % du montant cumulé (i) du budget affecté au financement des actions relatives au suivi de l'accord national sur la réduction du temps de travail et (ii) du budget affecté au financement des actions liées au paritarisme.

La dotation est divisée en deux tranches :

- tranche 1 : 40 % de la dotation seront répartis également entre fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national ;
- tranche 2 : 60 % de la dotation seront répartis entre fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national proportionnellement à leur représentativité dans la branche, en application des critères de représentativité fixés par l'article L. 2122-5 et par l'arrêté du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale IDCC 1486 et des pourcentages obtenus par chacune de ces organisations. »

Ces dispositions seront applicables à compter de la collecte de l'année 2014. Pour 2013, la dotation sera répartie égalementement entre fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national.

Article 2

Dépôt

Le présent avenant à l'annexe est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties et fera l'objet d'un dépôt conformément aux dispositions légales en vigueur auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Article 3

Extension

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant à l'annexe.

Article 4

Entrée en vigueur

L'entrée en vigueur du présent avenant est conditionnée par son extension sans exclusion. Il entrera en vigueur au premier jour du mois suivant la date de publication de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 16 octobre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SYNTEC ;

CINOV.

Syndicats de salariés :

FIECI CFE-CGC ;

FSE CGT ;

F3C CFDT.